

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DE LA PRESIDENTE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

ARRETE N° 2023/625

**HABILITATION A LA TELETRANSMISSION
DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE**

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 5211-9,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 autorisant la transmission des actes de collectivités par voie électronique,

Vu la délibération n°27-15 du 16 février 2015, approuvant et autorisant la Présidente de la CoVe à signer la « convention de mise en œuvre de télétransmission des actes » avec le représentant de l'Etat,

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la convention de mise en œuvre de télétransmission des actes signée avec le Préfet de Vaucluse le 24 février 2015,

Vu l'arrêté précédent, n°2022/1034 du 4 juillet 2022, portant habilitation d'agents de la CoVe à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,

Considérant les modifications de l'organigramme et les mouvements de personnels intervenus depuis la prise de cet arrêté, nécessitant une actualisation de la liste des agents habilités,

Considérant que pour permettre un bon fonctionnement de la transmission dématérialisée de certains actes administratifs, il convient de désigner les agents territoriaux habilités à télétransmettre par le biais de la solution retenue dans la convention susvisée,

ARRETE

Article 1 : la liste des agents de la communauté d'agglomération habilités, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente, à télétransmettre les actes (arrêtés, délibérations, décisions) admis par la nomenclature annexée à la convention de télétransmission signée avec le Préfet de Vaucluse en vigueur:


- Madame Stéphanie VERDONCK, assistante du directeur général des services et responsable accueil
- Madame Virginie LEMORVAN, agent d'accueil
- Madame Marie-Laurence PIQUERAS, gestionnaire du budget et assistante de la direction des ressources et des moyens
- Madame Charlotte SANCHEZ, assistante de la direction des ressources humaines
- Madame Cécile ACHARD, secrétariat de la direction des ressources humaines
- Madame Alexandra OLIVER, responsable de la gestion administrative du personnel
- Madame Ingrid MARTIN, assistante de la commande publique
- Madame Magali GEORGES, assistante de la commande publique
- Madame Coralie SANZ, responsable de la commande publique

Article 2 : les arrêtés précédents, n°2021/63 du 14 janvier 2021, n°2021/972 du 14 juin 2021, n°2022/1034 du 4 juillet 2022, portant habilitation d'agents de la CoVe à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité sont abrogés

Article 3 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération et le Directeur Général des Services sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et transmis en préfecture.

Fait à Carpentras, le 16 mai 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,




Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte

Notifié aux intéressées le :

Stéphanie VERDONCK

Virginie LEMORVAN

Marie-Laurence PIQUERAS

Charlotte SANCHEZ

Cécile ACHARD

Alexandra OLIVER

Ingrid MARTIN

Magali GEORGES

Coralie SANZ

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr